

"ALERTE SUR LA DERIVE SOCIO-POLITIQUE AU BURUNDI : LA SOCIETE CIVILE EN EXIL DENONCE LA REPRESSION ET L'IMPOSTURE A LA VEILLE DES ELECTIONS DE 2025"



Octobre 2024

Le Burundi connaît une crise socio-politique continue, caractérisée par plusieurs cas de violation des droits humains dont des meurtres, des assassinats, des viols, des actes de tortures, d'enlèvements, de disparitions forcées et de détentions arbitraires. Cette situation a causé un déplacement massif des citoyens burundais, dont plus de 250.000 vivant toujours dans les camps des réfugiés tandis que la majorité des citoyens burundais vit dans une peur panique chronique.

Depuis le début de l'année 2024, la crise économique a empiré la situation des burundais suite à la dépréciation de la monnaie burundaise, la rareté des devises, la pénurie persistante du carburant ainsi que la montée exponentielle des prix des biens de première nécessité. Cette crise politique et économique a débuté en 2015 et se pérennise encore aujourd'hui sur fond d'un conflit non résolu, depuis la décision illégale de feu président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir en violation de la Constitution et de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation.

Cette forfaiture a d'ailleurs fait l'objet d'une affaire portée devant la Cour de justice de la communauté est africaine qui a déclaré que ce troisième mandat avait violé la Constitution du Burundi, l'accord d'Arusha et le traité de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est. Malgré cela, le Gouvernement du Burundi a constamment rejeté toute proposition de dialogue entre burundais en vue de la résolution de la crise de 2015 et de ses conséquences.

C'est ainsi que le Gouvernement du Burundi a d'ailleurs rejeté la main tendue des partenaires du Burundi qui, conscients de la souffrance du peuple burundais, ont décidé de lui donner une seconde chance, en levant une série de sanctions prises contre certaines autorités en raison de leur implication dans la violation des droits humains.

Actuellement, le Gouvernement du Burundi, à travers ses agents et la milice Imbonerakure du parti CNDD-FDD, exerce une pression sur les citoyens pour se faire inscrire en vue des élections législatives et communales de 2025, lequel scrutin est compromis par le verrouillage de l'espace politique et civique et le déni des libertés fondamentales. Différentes autorités burundaises, à travers le pays violent de façon flagrante les droits fondamentaux jusqu'à faire de l'enrôlement une obligation incontournable pour tout citoyen burundais. Des refus catégoriques d'accès aux services publics y compris dans les écoles pour les élèves en âge de voter, le verrouillage total et inacceptable des espaces publics devient un mot d'ordre et va plus loin, y compris le non accès aux marchés sans détention d'un récépissé d'enrôlement aux élections.

Pour tenter de redorer son blason, le régime burundais organise une série d'activités stériles comme le forum national sur le développement du Burundi en 2023, l'organisation de la « Burundi-Day » le 26 octobre 2024 ainsi que la prochaine table ronde des investisseurs prévue les 5 et 6 décembre 2024. Il est évident que ces rencontres ne sont qu'une distraction et une manipulation avérées de l'opinion pour faire croire que tout va bien au Burundi. Et le « Burundi-Day » a surpris plus d'un et a été formellement rejeté par bon nombre d'organisations de la diaspora. En outre et surtout, l'implication de premier plan de M. Gabriel Rufyiri, jadis connu pour son activisme et ses dénonciations de la corruption et des pratiques connexes au Burundi, suscite des interrogations et mérite d'être décriée.

A cet égard, les organisations de la société civile en exil signataires de la présente informent la communauté burundaise et internationale de ce qui suit :

1. Loin de s'émouvoir des causes qui ont poussé ses collègues à l'exil et qui les maintiennent dans cette condition, loin de se préoccuper de la situation de détresse que connaît le Burundi, Gabriel Rufyiri monte au créneau pour vanter les réalisations du régime CNDD-FDD et se faire porte-parole de la diaspora, une entreprise dénoncée par les organisations de la diaspora parce qu'elle vise indubitablement à infiltrer et diviser ces organisations dont les membres n'aspirent qu'à la résolution rapide de la crise précitée qui n'a que trop duré.
2. Toutes les démarches malicieuses entreprises par Mr Gabriel Rufyiri n'engagent que lui et les organisations de la société civile en exil signataires de la présente se désolidarisent totalement de lui et de toutes ses actions.
3. Les burundais et la communauté internationale doivent plutôt conjuguer les efforts pour la résolution de la crise de 2015 qui est la véritable cause de la grave crise généralisée que le pays connaît aujourd'hui.
4. Le dialogue politique entre burundais s'impose comme préalable à un processus électoral inclusif, transparent, pacifique et crédible.

5. Le Gouvernement doit comprendre que la réouverture de l'espace civique et politique ainsi que le respect des droits et des libertés publiques notamment la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'association sont des conditions sine qua non pour un processus électoral crédible.
6. Le Gouvernement du Burundi doit renoncer à la division et l'utilisation des dindons de la farce dont les actions finissent, tôt ou tard, à se mettre au grand jour.

LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES :

1. Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture au Burundi (ACAT Burundi)
 2. Association des Journalistes Burundais en Exil (AJBE)
 3. Association burundaise pour la protection des droits de l'homme et des personnes détenues (APRODH)
 4. Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits de l'Homme (CBDDH)
 5. Coalition Burundaise des Défenseurs des droits de l'Homme Vivant dans les Camps des Réfugiés (CBDH/VICAR)
 6. Coalition Burundaise pour la Cour Pénale Internationale (CB-CPI)
 7. Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME)
 8. Collectif des Avocats pour la défense des Victimes de crimes de droit International commis au Burundi (CAVIB)
 9. Ensemble pour le Soutien des Défenseurs des Droits Humains en danger (ESDDH)
 10. Forum pour la Conscience et de Développement (FOCODE)
 11. Forum pour le Renforcement de la société civile au Burundi (FORSC)
 12. Light for all
 13. Ligue ITEKA
 14. Mouvement INAMAHORO
 15. Mouvement des femmes et filles pour la Paix et la Sécurité au Burundi (MFFPS)
 16. Réseau des Citoyens Probes (RCP)
 17. SOS Torture-Burundi
 18. Tournons la Page-Burundi (TLP-Burundi)
 19. Union Burundaise des Journalistes (UBJ)
-